

## Discours de François Hollande à Boulogne le 27 mars 2012

Mesdames et Messieurs, chers amis, je remercie une nouvelle fois Frédéric Cuvillier de m'avoir invité. Il y a un an déjà, presque jour pour jour, j'annonçais ma candidature à l'élection présidentielle dans le cadre des primaires. Mon premier déplacement de candidat était à Boulogne. Début de ma campagne ! Un an après, je suis devant vous candidat à l'élection présidentielle, à quelques jours du premier tour. Ce qui fait que c'est à Boulogne que j'ai commencé, et que c'est presque à Boulogne que je vais conclure — même s'il nous reste encore quatre semaines pour convaincre avant le premier tour !

Je voulais être là devant vous, parmi vous, pour rappeler l'enjeu maritime, cet atout considérable de la France de disposer d'un espace maritime exceptionnel, d'avoir une présence océanique qui nous fait être la deuxième puissance maritime du monde, et pour vous rappeler — et au-delà de vous — combien la politique de la mer doit être une priorité nationale : près d'un million d'emplois, de nombreuses entreprises, des ports, l'activité de pêche, le transport, la transformation, le tourisme, bref tout ce qui concourt à faire l'excellence française.

Et donc, je voulais par cette journée exceptionnelle — non pas par son climat, qui est celui que vous connaissez tous les jours, mais exceptionnelle par la qualité de ce qui m'a été présenté, par les rencontres que j'ai eues avec les professionnels de la mer — je voulais marquer aujourd'hui même ce que serait l'engagement du prochain président de la République. Parce que, convenons-en, le candidat sortant, en ce domaine d'ailleurs comme en tout autre, a manqué à toutes ses promesses, à toutes ses déclarations. Il laisse la pêche dans l'état d'une incertitude par rapport aux négociations européennes. Il laisse les énergies nouvelles sans perspectives. Il laisse des ports français qui se sont modernisés souvent grâce aux collectivités publiques. Il laisse une nouvelle fois un Etat absent et un effacement de ce que devait être le pacte productif pour développer les activités maritimes.

C'est pourquoi, aussi, je suis venu à Boulogne pour dire que demain, si je deviens le prochain président de la République, dans le gouvernement que je composerai il y aura un ministre de la Mer qui aura en charge le développement de toutes ces activités, qui négociera au plan européen sur la question des quotas, sur la question des normes environnementales, sur la question de la régulation de la pêche mais aussi sur les grandes questions de la valorisation de nos produits.

Chers amis, nous sommes à un moment de la campagne, qui a été nécessairement suspendue après les tragédies de Toulouse et de Montauban. Mais en même temps, au-delà de la douleur que nous avons tous éprouvée, de la compassion à l'égard des familles, nous avons eu aussi la belle expression de la cohésion nationale, une émouvante solidarité de toutes les familles mais aussi de toutes les religions par rapport à ce qui était une tuerie, un terrorisme forcément aveugle mais en même temps tellement cynique qu'il s'en prenait à des enfants et à des militaires. Au-delà de ce drame et au-delà des conséquences qu'il conviendra de tirer — et nous le ferons après que toutes les enquêtes aient donné leurs résultats, et ce sera près l'élection présidentielle — méfions-nous des précipitations, des improvisations, des utilisations et parfois même des instrumentalizations. Nous avons à améliorer sûrement les dispositifs de renseignement, à lutter avec encore plus de conscience à l'égard de la menace terroriste. Mais nous avons aussi le devoir de mener cette campagne sur les questions qui intéressent nos concitoyens, au-delà de la sécurité indispensable.

La campagne s'est suspendue, elle ne s'est pas interrompue. Elle n'a pas changé d'enjeu. C'est toujours la question de savoir si nous voulons continuer avec le candidat sortant une politique qui a échoué ou si nous voulons changer, changer de politique, changer de perspectives, changer d'avenir, changer de destin, et donc changer de président!

L'enjeu, c'est toujours de répondre aux attentes de nos compatriotes. Et ce sont les mêmes qu'avant le drame : le chômage, le pouvoir d'achat, le logement, la santé, l'éducation, les inégalités qui se sont creusées depuis cinq ans. La campagne va être sur le bilan et sur les projets des candidats qui se présentent. La campagne va être sur la capacité du politique à pouvoir tracer un autre chemin, celui que je peux ouvrir avec vous dans le cadre de ce grand rendez-vous démocratique qu'est l'élection présidentielle.

Je vous l'affirme ici à Boulogne, rien n'empêchera la confrontation. Rien n'empêchera le vote des Français sur l'essentiel. Rien n'empêchera l'alternance. Rien n'empêchera le changement. Et il faut regarder autant qu'il sera nécessaire ce qui a été fait ou ce qui n'a pas été fait depuis cinq ans.

Nous avons appris hier les chiffres du chômage. Le candidat sortant, dès le matin, nous avait prévenus. Il y avait, disait-il, « une baisse tendancielle de l'augmentation ». Il y a quand même là un art du langage, convenez-en, une rhétorique subtile ! Ceux qui n'auraient pas été attentifs, au petit matin, auraient pu entendre « la baisse ». D'autres sûrement plus à l'écoute entendaient « la tendance ». Mais il fallait vraiment prendre le temps nécessaire pour comprendre que c'était l'augmentation ! Cela signe le quinquennat.

Le chômage concerne aujourd'hui 4 millions de nos compatriotes, ceux qui recherchent un emploi et qui sont inscrits à Pôle Emploi. C'est un million de plus qu'en juin 2007, c'est 240 000 chaque année, et notamment la dernière année. Et si l'on veut prendre uniquement celles et ceux qui n'ont aucune activité et qui demandent un emploi, ils sont près de 3 millions dans cette situation, 700 000 de plus qu'il y a cinq ans. Souvenez-vous, le candidat — à l'époque, il n'était pas sortant, il se préparait à entrer dans son mandat — avait dit qu'il voulait être jugé sur les chiffres du chômage. Le moment est donc venu ! Il avait même prétendu que si le chômage ne redescendait pas à 5 % de la population active, ce serait pour lui le signe de l'échec. Il avait annoncé le jugement que vous allez prononcer ! Lui-même a finalement signé le manquement à son engagement. Aujourd'hui, le chômage représente 10 % de la population active, le double de ce qu'il avait annoncé. Et le voilà qui repart en campagne et fait des annonces pratiquement tous les jours, tous les soirs et même la nuit ! Je n'ai pas tout suivi, mais il vient de nous promettre ce qu'il n'avait pas déjà tenu.

Et voici la seule question qui me vient à l'esprit : mais pourquoi tout ce qu'il nous dit, il ne l'a pas fait pendant cinq ans ? Et pourquoi le ferait-il pour les cinq ans qui viennent, quand il a manqué à tous ses engagements, à toutes ses promesses, au travail qui devait être consacré comme la valeur première de la République, au pouvoir d'achat qui devait être sa priorité, et puis à la croissance qu'il devait aller chercher avec je ne sais plus quelle partie de son anatomie, ses dents je crois ?

Mais où est le résultat ? Nous sommes avec une croissance zéro. Là aussi, cela signe un bilan ! Tout cela n'est pas simplement la faute de la crise. Il y a eu près de 400 000 emplois industriels qui ont disparu ces dernières années, une forme de laisser-aller, d'oubli de ce qu'était l'exigence de la production, d'abandon des usines, de laisser-aller à l'égard des groupes financiers, une forme de fatalisme qui a saisi le pouvoir sortant.

Ne laissons pas penser que c'est la crise ! La crise a eu sa part, mais pourquoi, si l'on regarde autour de nous, l'Allemagne arrive à faire 5 % de chômage et nous 10 % ? Et pourquoi arrive-t-on à cette situation où le chômage atteint un niveau record depuis douze ans, et où ce qui s'est passé depuis cinq ans en matière d'emploi et de chômage est le record, hélas, de la Ve République ? Jamais il n'y a eu autant d'emplois détruits, et jamais le chômage n'a autant progressé que depuis cinq ans. Et il voudrait faire cinq ans de plus ?

Notre devoir et le mien, c'est de ne pas laisser croire aux Français qu'il n'y aurait rien à faire. C'est de ne pas laisser le fatalisme, la résignation, s'installer dans les consciences et les esprits. Je sais que pour beaucoup, il y a de la colère, il y a parfois le sentiment amer que la politique n'est pas au rendez-vous des urgences et que le monde est devenu trop dur, l'Europe trop exigeante et la France trop faible pour que nous puissions ouvrir un autre chemin.

Eh bien, je veux vous dire l'inverse. Nous avons la volonté de mettre notre pays dans le redressement, dans l'élévation de ses objectifs, dans la capacité de nous rassembler, dans la valorisation de tous nos atouts. Il nous faut croire de nouveau que la politique peut — sans pour autant dire quelle peut tout — mais qu'elle peut changer, oui changer la réalité que vous vivez, que nous vivons aujourd'hui.

Il y a des causes profondes dans la situation que nous rencontrons : l'oubli, l'abandon de la politique industrielle, le manque d'investissements productifs, une politique qui a favorisé les heures supplémentaires plutôt que les embauches, l'abandon de la politique de l'emploi et notamment des emplois aidés, et puis également un pouvoir d'achat qui a été tellement abaissé, amoindri, que la consommation des ménages s'en est trouvée affectée. Donc, nous sommes à la fois dans un défaut d'offre productive, de demande des ménages et en même temps de compétitivité insuffisante. Voilà le constat.

La politique que je veux vous proposer, je l'ai indiquée dès le mois de janvier, 60 propositions, une cohérence pour que les Français retrouvent la confiance. Cette politique, c'est le redressement, le redressement de notre production dans tous domaines : production industrielle, production maritime, production agricole. Partout nous devons stimuler l'investissement, la création, l'embauche, l'exportation. C'est la raison pour laquelle j'ai avancé l'idée d'une banque publique d'investissement, qui pourrait d'ailleurs appuyer ici le développement des petites et moyennes entreprises innovantes ; que j'ai annoncé aussi une croissance qui devrait être stimulée par la transition énergétique, et notamment les énergies renouvelables dont vous avez ici la traduction avec les éoliennes maritimes ; que j'ai annoncé une mobilisation de l'épargne, l'épargne populaire qui doit se retrouver dans l'investissement ; que j'ai aussi affirmé qu'il n'était pas possible, comme je l'ai vu à Findus, à côté, d'accepter que des groupes financiers demandent à des salariés de renoncer à leurs droits, à leurs jours de RTT, et une fois qu'ils l'ont fait de les abandonner à leur sort et de négliger toute solution de reprise, dans l'indifférence générale des pouvoirs publics. Oui, nous avons à refaire une politique stratégique, à mobiliser tous nos atouts, toutes nos chances, toutes nos capacités.

J'ai également affirmé que je renégocierais le traité européen. Qu'ai-je entendu là dessus ! La « sainte alliance » des conservateurs, avec les deux héros de ces deux dernières années, le chef de l'Etat français et la chancelière d'Allemagne unis dans la défense de ce qui a été finalement une longue procession pour mettre les pays européens les plus endettés dans l'austérité générale. Austérité qui nous menace si le traité européen n'était pas complété, revu pour donner une dimension de croissance. D'ailleurs, je sens bien que même chez les conservateurs, cette idée finit par les inspirer, les Espagnols, les Néerlandais et d'autres encore, qui ne disent

rien mais qui peut-être pensent tout bas que si ça changeait en France, cela pourrait être bon pour l'économie européenne ! Je veux ici, au-delà de vous, les rassurer, même s'ils sont conservateurs : nous arrivons, nous venons et nous allons remettre l'Europe dans la bonne marche, dans la bonne direction, celle de la croissance ! Je le dis en tant qu'Européen.

Je sais aussi les disciplines qu'il nous faut accepter si nous voulons être ensemble dans le même marché et avec la même monnaie. Mais je dis nettement, clairement, que l'Europe que je veux, que l'Europe que nous voulons bâtir, c'est une Europe de la prospérité, de la croissance, de la protection. Ce n'est pas une Europe de la soumission, ce n'est pas une Europe de l'abandon, ce n'est pas une Europe de l'austérité généralisée. Voilà pourquoi l'élection qui arrive en France est décisive non pas simplement pour le destin de notre pays, mais aussi pour toute l'Europe. Voilà pourquoi nous sommes attendus, nous sommes regardés, que des peuples espèrent dans le changement. Vous devez, par votre vote, à la fois permettre à notre pays de retrouver confiance, mais aussi à l'Europe de changer de direction. Rendez-vous compte de la responsabilité qui est la vôtre ! Rendez-vous compte de l'enjeu de l'élection présidentielle française ! Elle va marquer dans un moment historique un changement dans toute l'Europe.

Je veux aussi ouvrir un autre chemin en matière d'emploi : la formation professionnelle que nous aurons à encourager — et les régions nous y aideront -, l'école, qui devra être renforcée dans ses moyens et dans ses capacités à donner toutes ses chances à la jeunesse de France. Mais aussi, nous devons ouvrir un nouveau contrat, celui que j'ai proposé, le contrat de génération. Comment accepter — les chiffres là encore sont aveuglants — qu'il y ait à la fois un chômage de longue durée qui s'accroisse, un chômage des seniors qui sont écartés de l'entreprise dès lors qu'on les considère comme déjà trop vieux à 50 ans ou à 55 ans, et de l'autre côté des jeunes qui ne parviennent pas à entrer sur le marché du travail ou à qui on propose la précarité comme seul horizon ? Le contrat de génération sera la façon de permettre à une entreprise de garder les seniors et d'embaucher des jeunes avec un contrat à durée indéterminée, l'employeur étant exonéré de cotisations sociales sur les deux emplois. J'ai compris que l'idée faisait son chemin, et que le candidat sortant avait maintenant l'idée d'exonérer de cotisations sociales les employeurs qui embaucheraient des seniors au chômage ! Mais c'était déjà une mesure qui figurait dans la loi sur les retraites, et qui n'avait jamais été appliquée ! Heureusement qu'il y a des campagnes pour que d'un seul coup, la lucidité arrive, y compris dans les esprits qui ont gouverné le pays depuis cinq ans !

Mais nous avons aussi un devoir à l'égard des jeunes. C'est pourquoi j'ai de nouveau avancé l'idée des emplois d'avenir, des emplois-jeunes, 150 000, là où il y a les taux de chômage les plus importants pour les jeunes.

Voilà pourquoi il va falloir redresser notre pays, et en même temps demander un effort à chacun. Mais cet effort devra être juste, partagé et consenti, y compris par ceux qui ont les plus hauts revenus et les plus gros patrimoines — précisément ceux qui ont beaucoup bénéficié des avantages qui leur ont été accordés depuis cinq ans.

J'ai appris ce matin qu'un patron important allait recevoir une rémunération de 16 millions d'euros. Cela m'a paru beaucoup, moi qui avais déjà fixé la barre à 1 million d'euros — 16 millions ! Cela permet effectivement de considérer qu'il y a quand même des inégalités qui ne sont pas supportables dans notre pays, qu'on ne peut pas accepter. Ce ne sont pas ces patrons-là qui vont nous faire la leçon sur la compétitivité de l'économie française ! Je les entends, ils viennent nous dire : « faites des efforts, nous versons trop, le coût du travail est devenu insupportable, la protection sociale est trop coûteuse dans notre pays, nous ne pouvons plus y

arriver... ». Et puis eux, ils acceptent de se faire rémunérer 16 millions d'euros. Qu'est-ce qu'on fait avec 16 millions d'euros tous les jours — ou plutôt toute l'année, toute la vie, et même après la vie, qu'est-ce qu'on fait avec ces 16 millions qu'on n'a pas dépensés !

Eh bien, on paiera un peu plus d'impôts ! Cela permettra à d'autres de pouvoir avoir davantage de retour de l'Etat et des services publics.

La justice, c'est finalement l'enjeu de cette élection. Si je deviens président de la République, je ne prends qu'un seul engagement devant vous : tout ce que je déciderai sera regardé sur le seul critère de la justice. Est-ce que, sur les retraites, faire travailler plus de 41 ans une personne qui a commencé tôt sa vie professionnelle, c'est juste ou ce n'est pas juste ? Ce n'est pas juste ! Donc nous rétablirons le droit de partir à 60 ans pour ceux qui ont cotisé 41 années. Est-ce que demander à des assurés sociaux des dépassements d'honoraires alors qu'ils ont cotisé pour avoir des droits, c'est juste ou ce n'est pas juste ? Ce n'est pas juste ! Et donc nous reverrons l'encadrement des dépassements d'honoraires. Est-ce que laisser flamber les loyers sans réagir, c'est juste ou ce n'est pas juste ? Ce n'est pas juste ! Donc nous encadrerons les loyers à la première relocation. Et avoir des niches fiscales sans limite ou presque, avoir des revenus du capital qui moins imposés que les revenus du travail, c'est juste ou ce n'est pas juste ? Ce n'est pas juste ! Et donc nous reverrons, par une grande réforme fiscale, les prélèvements de notre pays.

La justice, voilà ce que devra être le mandat du prochain président de la République !

La justice, l'égalité, c'est la protection dans la République. Ce n'est pas simplement une valeur. Ce n'est pas simplement un principe. C'est la garantie que chacune, chacun peut avoir les mêmes conditions pour réussir sa vie. Et la première justice que l'on doit donner, elle est à l'égard de la génération qui arrive, à l'égard de la jeunesse. Notre devoir, le mien, ce sera de permettre à la jeunesse de vivre mieux que nous et de lui transmettre ce patrimoine, ce que nous avons nous-mêmes reçu de nos parents, de nos grands-parents, ce récit, ce rêve français qui était, pour chaque génération arrivant, de pouvoir accéder à une meilleure vie. Vivre mieux demain, voilà l'objectif que je veux donner à tous les Français.

Oui, c'est possible, par davantage de production, davantage de croissance, davantage de solidarité, davantage de justice, davantage aussi de services publics et d'éducation. Et c'est parce que je crois à cet enjeu de la jeunesse que j'ai fait de l'école, de l'école de la République, ma première priorité en termes budgétaires. Oui, nous créerons les 60 000 postes dans l'Education nationale ! Oui, nous les affecterons là où il y a le plus de difficultés ! Oui, nous accompagnerons les jeunes pour qu'ils réussissent ! Et nous ferons tout pour que le nombre de jeunes sortant du système scolaire – 150 000 aujourd'hui – soit réduit le plus possible, parce que nous ne pouvons pas accepter qu'un enfant de la République ne soit pas accompagné jusqu'au bout pour qu'il puisse réussir sa vie. C'est la promesse républicaine que nous devons honorer.

Vaincre la fatalité ! Affirmer, comme je le fais depuis maintenant un an devant vous, une cohérence, une constance, une capacité à promouvoir les valeurs qui sont les nôtres, les valeurs de la République ! La France n'a pas besoin d'être moins la France et la République moins la République pour que nous puissions nous redresser et réussir. Nous avons besoin de plus de République et d'une France plus confiante en son avenir pour redresser notre pays.

Nous avons besoin, aussi, de lever une espérance. Elle a manqué, ces dernières années. Et je vois bien dans la campagne ce que notre candidat sortant, notre concurrent principal, voudrait

installer : l'idée de la peur. Il voudrait que s'il y a le changement, ce serait un risque pour notre pays. Alors il s'emploie à diffuser cette peur. La peur de l'autre, la peur de l'avenir et la peur de la Gauche. Il nous dit : « si la Gauche revient... ». Cela fait quand même dix ans que nous sommes dans l'opposition ! Dix ans, c'est beaucoup. Mais cela n'empêche pas le candidat sortant de faire croire qu'il est, en définitive, un candidat nouveau – comme si c'était nous les sortants et lui, le concurrent qui n'aurait pas gouverné ! Et voilà qu'il nous fait le coup de la peur : « Attention, si la Gauche revient, elle va vider les caisses ! » C'est fait ! « Attention, la Gauche va creuser les déficits ! » Ils sont là ! « Attention, la Gauche c'est la dette ! » Elle est historique ! « Attention, la Gauche ce serait l'insécurité ! » Mais les violences aux personnes ont progressé de 20 % ! 12 000 postes de policiers et de gendarmes ont été supprimés ! Eh bien, je le dis : la Gauche, ce sera le redressement financier des comptes publics ! La Gauche, ce sera la maîtrise de la dette ! La Gauche, ce sera la sécurité pour tous !

Mais voilà qu'il fait — encore ! — usage de la peur. « Rendez-vous compte, si la Gauche revient, la crise européenne va ressurgir. » Mais qui a fabriqué la crise européenne, si ce ne sont ses dirigeants, qui ont été incapables, depuis deux ans, de régler la question de la Grèce qui représente 2 % du PNB des pays européens ?

Il n'y a rien à craindre, rien à redouter ! Oh, si : la seule chose qu'il convient de craindre ou de redouter, ce serait la poursuite du mandat du président sortant !

Ah, la dernière peur qu'on essaie d'installer ou de distiller, ce serait que si la Gauche revenait, elle abandonnerait la production du nucléaire. Je vois d'ailleurs le candidat sortant faire campagne dans les centrales. Il est accueilli – on ne sait pas par qui –, il s'adresse aux ouvriers, aux salariés d'EDF. Il leur dit : « Aidez-moi ! » Comme si les salariés d'EDF voulaient l'aider ! Il a ouvert le capital et il a privatisé Gaz de France. Ce n'est quand même pas leur référence ! Mais, là encore, ne nous laissons pas impressionner ou intimider. Moi, je n'ai jamais affirmé que nous allions sortir du nucléaire. Il n'en est pas question ! J'ai dit simplement – et je le revendique – que nous allions faire monter les énergies nouvelles. Nous en avons besoin. D'autres, au-delà de nos frontières, ont pris de l'avance. J'ai dit qu'il nous fallait économiser davantage l'énergie. Et je lancerai un plan pour isoler un million de logements par an. Mais j'ai dit aussi que nous avons besoin de l'industrie nucléaire et qu'elle resterait majoritaire dans la production d'électricité encore en 2025. J'ai même, pour être précis, dit qu'il n'y aurait qu'une centrale qui fermerait durant le prochain quinquennat – et le candidat sortant laisse penser qu'on en fermerait 24. Il confond d'ailleurs les centrales et les réacteurs – mais ce n'est pas grave !

Toujours le même usage de la peur ! Eh bien, je vais vous raconter une histoire sur la peur. C'est un académicien qui était plutôt gaulliste et de Droite, et qui avait l'estime de tous – il s'appelait Jean-François Deniau – qui la racontait. Un jour, le courage frappe à la porte de la peur. Et la peur demande : « qui est là ? » Le courage répond : « c'est moi, le courage. Et vous, qui êtes-vous ? » La peur répond : « je suis la peur, écarter-vous ! Vous ne pouvez pas entrer ! » Le courage ouvre et découvre, derrière la porte, qu'il n'y avait personne. Parce que la peur c'est un spectre. Parce que la peur, c'est une illusion. Parce que la peur, c'est, en définitive, ce qui nous empêche d'avancer. Parce que face à la peur, c'est le courage qui gagne toujours. Et c'est l'espérance qu'il nous faut créer.

La peur – comme le disaient nos anciens – n'a jamais empêché un danger. Mais elle a parfois empêché d'avancer. Eh bien nous, nous avons le devoir de reprendre la marche vers le progrès, d'avoir confiance dans l'avenir, de vaincre toutes les résistances – elles sont nombreuses –, toutes les frilosités, tous les conservatismes. Voilà ce que nous avons à faire dans cette élection !

C'est un moment important, que celui du choix. C'est un moment historique peut-être, une nouvelle fois, de faire confiance à la Gauche !

Cette campagne, je le sais, sera dure. Il nous fera procès de notre capacité à décider, de notre crédibilité, même de notre légitimité. C'est toujours la même histoire ! La Droite considère qu'elle est seule à pouvoir diriger le pays, qu'elle seule a la légitimité pour agir au nom de nous. Ah, bien sûr, on nous concède les collectivités locales. En même temps, nous les avons gagnés, les régions, les départements et les villes que nous n'avons pas laissées ! On a même gagné le Sénat ! Alors ils nous disent : « Cela va, vous en avez suffisamment, laissez-nous l'Etat. » Mais non ! On ne leur laissera rien ! Pourquoi ? Non pas parce qu'on voudrait tout, mais parce qu'ils ont échoué et que nous devons réussir.

Donc, dans cette campagne, rien ne nous sera épargné. Et quand je traverse les foules, comme aujourd'hui, j'entends les mêmes mots. On me dit : « Courage ! » J'en ai ! On me dit « Tenez bon ! » Je tiens ! On me dit : « Jusqu'au bout ! » C'est bien mon intention ! Oui, nous avons du courage, nous allons tenir jusqu'au bout et nous allons gagner cette élection, parce que nous la devons aux Français !

Le changement ! Le changement est nécessaire, tant il y a de souffrances, tant il y a de difficultés, tant il y a d'attentes, tant il y a de frustrations. Le changement est exigeant. Il ne nous laissera pas en paix. Nous aurons le devoir, après la victoire – si elle vient –, de réussir. Parce que j'entends aussi, dans les foules que je traverse ou dans les dialogues que j'ai avec nos concitoyens, ce rappel : « surtout, ne nous décevez pas. Surtout, soyez au rendez-vous. Surtout, respectez vos promesses. Surtout, réussissez le changement ». Eh bien oui, c'est notre devoir, c'est notre responsabilité : gagner ! Gagner et réussir ensuite !

Mes chers amis, le soleil commence à tomber et je ne veux pas que vous preniez froid. J'ai besoin de vous. Et donc, je vais conclure par ces mots : rien, je dis bien rien, ne doit empêcher le changement. Rien ne doit arrêter le mouvement qui doit nous conduire, le 6 mai, à la victoire. Rien ne doit freiner, ne doit dissuader, ne doit limiter l'ampleur du vote qui doit s'exprimer dès le 22 avril. Parce que c'est le 22 avril que beaucoup va se jouer.

Le seul espoir, au-delà de la peur du candidat sortant, c'est d'avoir une abstention élevée. Celle qui toucherait les jeunes et les milieux populaires. Et puis c'est aussi l'idée que la Gauche pourrait se disperser, alors que la Droite – il a tout fait pour cela – s'est progressivement retirée de tout autre candidature que celle du président sortant. Oh, ils ne l'ont pas tous fait de bon cœur ! Il y en a qui ont attendu. Il y en a qui ont été dissuadés. Il y en a qui ont eu peur. Il y en a sur lesquels on a dû faire pression. Mais il se trouve, c'est ainsi, qu'il est le seul candidat de la Droite. Alors que nous, c'est notre tradition, c'est notre diversité, nous avons plusieurs candidats de la Gauche. Et je les respecte. Mais moi, je vous le dis, c'est au premier tour que nous devons créer les conditions de la victoire !

Voilà, chers amis ! Je ne reviendrai pas entre les deux tours. Mais je reviendrai, puisque j'ai pris maintenant le rite – je ne veux pas dire l'habitude –, le plaisir, le bonheur de vous retrouver chaque année. Soyez patients. Soyez mobilisés si vous voulez que je revienne l'année prochaine : je ne le ferai que comme président de la République ! Alors, au 22 avril, pour créer les conditions ! Au 6 mai pour la victoire ! Et à l'année prochaine, à Boulogne, pour vous retrouver tous !

Merci, et à la victoire ! Elle est proche ! Elle est là ! Elle est à vous ! Elle est à la France !